

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43 rue du docteur Duroselle
16000 Angoulême

Angoulême, le 03/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Monsieur François EYMARD

Chemin de Lonzac
Dizedon
16100 Merpins

Références : 2025_160_UbD16-86_Env

Code AIOT : 0007205419

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/01/2025 dans l'établissement Monsieur François EYMARD implanté au lieu dit « Tilloux » 16200 Bourg-Charente. L'inspection a été annoncée le 26/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Monsieur François EYMARD
- Lieu dit « Tilloux » 16200 Bourg-Charente
- Code AIOT : 0007205419
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'établissement est un site de stockage d'alcools de bouche d'origine agricole composé de 12 chais distincts et de deux aires de stockage en extérieur en cuves inox.

L'exploitation de ce site est autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 avril 2006 modifié par l'arrêté complémentaire du 9 janvier 2014 suite à la révision de l'étude de danger en 2010.

La capacité maximale de stockage autorisée pour l'ensemble du site est de 7088 m³.

L'établissement relève du statut Seveso Seuil Bas au regard du dépassement du seuil de 5000 t au titre de la rubrique 4755 (stockage d'alcools).

Thèmes de l'inspection :

- suites données aux observations formulées lors de l'inspection de 2022
- Vérifications périodiques
- Risque incendie et explosion (ATEX)
- visite des chais de vieillissement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 09/01/2014, article 2.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
3	Mise à jour de l'état des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande d'action corrective	1 mois
4	Type et caractéristiques du stockage	AP Complémentaire du 09/01/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Équipements des chais	Arrêté Préfectoral du 26/04/2006, article 12.6.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
6	Construction des chais	AP Complémentaire du 09/01/2014, article 7	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
8	Suivi des équipements importants pour la sécurité	Arrêté Préfectoral du 26/04/2006, article 11-9	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
9	Vérifications des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 26/04/2006, article 12.6.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
11	protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
12	plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 09/01/2014, article 12	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
15	Emulseurs	Arrêté Préfectoral du 26/04/2006, article 12.6.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
16	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 26/04/2006, article 12.4.3	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	situation administrative et volume d'activité	Arrêté Préfectoral du 09/01/2014, article 2 et 5	Sans objet
7	Construction des chais	AP Complémentaire du 09/01/2014, article 6	Sans objet
10	Rétention des écoulements en cas d'incendie	Arrêté Préfectoral du 26/04/2006, article 12.4.2.2	Sans objet
13	contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 26/04/2006, article 11.3	Sans objet
14	Events	Arrêté Préfectoral du 09/01/2014, article 10	Sans objet
17	Récupération/ extinction/ rétention des alcools de bouche	AP Complémentaire du 09/01/2014, article 8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite d'inspection a permis de constater des écarts notables entre les contenants autorisés de l'article 5 de l'APC du 09/01/2014 notamment au sein des chais F, H, L et des cuves extérieures avec l'ajout de cuves inox, non considérées dans l'étude de dangers de 2010 et plus particulièrement vis-à-vis du phénomène de pressurisation de cuves.

Afin de mettre à jour l'arrêté préfectoral de l'établissement François EYMARD, un porter à connaissance a été demandé à l'exploitant.

Par ailleurs, une évaluation du risque ATEX est nécessaire au sein de l'exploitation: la désignation des zones susceptibles de présenter un risque d'explosion et la rédaction du Document relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE) doivent être établis afin de protéger les biens et les intérêts des tiers.

Enfin, l'exploitant doit s'assurer, auprès de ses locataires, périodiquement du respect des quantités susceptible d'être disponible (QSP) et, ce, pour l'ensemble des chais loués afin de disposer d'un état des stocks récent et fiable nécessaire au service du SDIS en cas d'incendie.

D'autres écarts matériels en lien avec la maîtrise du risque électrique ont été observés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2014, article 2.1.1
Thème(s) : Situation administrative, Modification des installations
Prescription contrôlée : Une convention entre l'exploitant et les différents dépositaires est établie pour formaliser les relations et les responsabilités de chacun, avec obligation de respecter le présent arrêté et le règlement intérieur annexés à cette convention.
Constats : L'exploitant indique que les chais sont occupés par 7 locataires répartis comme suit: <ul style="list-style-type: none">• <u>chais A à E</u>: appartiennent à la société LAJAVA dont le gérant est M. Bertrand EYMARD• <u>chais F à L ainsi que les 2 cuves extérieures</u>: appartiennent à la société FIDEL dont le gérant est M. François EYMARD.• L'exploitant et responsable pénal de la totalité du site est M. François EYMARD, en sa qualité d'exploitant titulaire des autorisations préfectorales de l'établissement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre une copie des conventions signées entre lui et ses dépositaires. Les conventions devront répondre aux exigences de l'arrêté préfectoral rappelées supra.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Situation administrative et volume d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2014, article 2 et 5
Thème(s) : Situation administrative, volume d'activité
Prescription contrôlée : Rubrique 2255-2: 12 chais (A à L) et 2 aires de stockage en extérieur en cuves inox capacité maximale de stockage: 7088 m ³ . tonnage maximal susceptible d'être entreposé: 6379 T
Constats : L'exploitant a présenté un état des stocks mis à jour au 31/12/2024 indiquant un volume d'eau x de vie stockées au total de 5194, 4 m ³ . Au regard des chiffres fournis le jour de l'inspection, il s'avère que les installations de stockage d'alcool de bouche exploitées sont conformes à celles autorisées dans l'APC du 09/01/2014 à savoir une capacité de stockage maximale de 7088 m ³ .

L'examen des quantités stockées par chais n'a pas appelé de remarque de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mise à jour de l'état des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
Prescription contrôlée : État des matières stockées-dispositions spécifiques. Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement (...). (...) Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. (...)
Constats : L'exploitant demande de manière épisodique aux locataires de ces chais l'état de leur stock en eau de vie; il n'en a donc pas une connaissance exacte en temps réel. En l'espèce, il leur a demandé de lui faire un point au 31/12/2024 suite au mail de l'inspection d'annonce de visite le 26/12/2024. L'exploitant n'a donc pas connaissance de l'état des stocks à chaque mouvement d'eaux de vie (réceptions et expéditions). Ce dernier est dans l'incapacité de mettre à disposition auprès des services de secours les quantités de produits présents dans chaque chai et, ce, quelles que soient les circonstances
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit s'organiser pour mettre à jour quotidiennement son état des stocks sous forme numérique ou papier, et ce pour répondre à la réglementation en vigueur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Type et caractéristiques du stockage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/01/2014, article 5
Thème(s) : Situation administrative, stockage et contenants
Prescription contrôlée : L'article 12.1 relatif aux caractéristiques des installations de stockage d'alcool de bouche, de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2006 est actualisé comme suit: ...chai F : Fûts - 110 m ³ -de capacité maximale de stockage

...chai H : tonneaux - 860 m³ de capacité maximale de stockage
...chai L : fûts et tonneaux - 600 m³ de capacité maximale de stockage
...cuves extérieures 1 et 2 : 2 cuves inox de 618 hl – 123,6 m³ de capacité maximale de stockage
...cuves extérieures 3 et 4 : 2 cuves inox de 640 hl - 128 m³ de capacité maximale de stockage

Constats :

L'inspection a constaté les modifications des caractéristiques des installations de stockage d'alcool de bouche suivants:

- chai F: ajout de 3 cuves inox de 100 hl chacune et de 2 cuves inox de 50 hl chacune
- chai H: ajout de 2 cuves inox de 230 hl chacune
- chai L: ajout de 1 cuve inox de 312 hl
- cuves extérieures 1 et 2: ajout d'1 cuve inox de 630 hl
- cuves extérieures 3 et 4: ajout de 2 cuves inox de 315 et 150 hl et une cuve supplémentaire serait destinée à du stockage d'eau
- ces ajouts de contenants en inox n'ont pas pour conséquences d'augmenter la capacité maximale de stockage par zone (chais et/ou cuveries extérieures).

Au regard des écarts constatés entre les contenants autorisés par l'article 5 de l'APC du 09/01/2014, l'inspection a notifié à l'exploitant la nécessité de transmettre un porter à connaissance afin de modifier l'article 5 de l'APC en conséquence.

En outre, les cuves inox ajoutées doivent faire l'objet d'une justification de la non nécessité de retenir le PhD de pressurisation de cuves concernant notamment les événements ou assimilés qui doivent avoir une surface suffisante pour éviter la surpression.

Toutefois, lors de la visite, l'inspection a constaté la conformité des événements de ces cuves inox; elles étaient toutes dotées de trou d'homme déverrouillé avec une consigne écrite en ce sens affichée sur le corps de la cuve. Ceci constitue une bonne pratique.

Par mail du 23/01/2025, l'exploitant transmet à l'inspection l'information suivante considérant établir ainsi le porter à connaissance:

"Veuillez noter par la présente les modifications de stockage inox du site de Tilloux .

Chai F : 3 citernes de 100 hl / 2 citernes de 50 l h

Chai H : 2 citernes de 230 hl

Chai L : 1 citerne de 312 hl

Plate-forme extérieure : 1 citerne de 630 hl / 1 citerne de 125 hl / 1 citerne de 315 hl

Toutes citernes sont à la terre

Les volumes globaux par chai n'ont pas changé ils sont restés les mêmes que les arrêtés préfectoraux "

L'inspection informe l'exploitant sur le fait que ce porter à connaissance n'est pas suffisant pour effectuer la mise à jour de l'APC du 09/01/2014 et ne peut donc être considéré comme complet et suffisant

Il convient, en effet, de transmettre à l'inspection un dossier composé des éléments suivants :

- les modifications des typologies des contenants doivent faire l'objet d'un complément d'étude de dangers.

<ul style="list-style-type: none"> - les phénomènes de pressurisation des cuves inox doivent être étudiés pour les cuves inox qui n'auraient pas d'évents de surpression (ou dispositifs équivalents) suffisamment dimensionnés. Ces éléments sont à produire (voir le point de contrôle 14). - les plans du site seront à mettre à jour pour préciser les typologies de contenants d'eaux de vie stockés. - pour les chais en rétention interne impactés, il conviendra de justifier que les modifications de la QSP n'ont pas d'impact sur le dimensionnement de la rétention interne.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre un porter à connaissance avec l'ensemble des éléments d'appréciation nécessaires détaillant la demande de modifications des typologies de contenants pour les stockages d'alcools.</p> <p>En outre, les éléments précisés dans la partie « constat » sont attendus d'être transmis.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Équipements des chais

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2006, article 12.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Appareils utilisant de l'énergie électrique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les appareils utilisant de l'énergie électrique (pompes, brasseurs...) ainsi que les prises de courant, situés à l'intérieur des chais, sont au minimum de degré de protection égal ou supérieur à IP 55.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté par sondage la présence de:</p> <ul style="list-style-type: none"> • pompes IP 55 dans les chais A, F, J, L. • pompes IP 54 dans le chai K, non conforme à la réglementation en vigueur.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de procéder au remplacement de la pompe IP 54 par une pompe IP 55. Une copie de la facture mentionnant ce remplacement devra être transmise à l'inspection.</p> <p>Dans l'attente de son remplacement, l'exploitant s'assure que ladite pompe n'est plus utilisée pour des transferts d'alcools.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Construction des chais

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/01/2014, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, cuves extérieurs de stockage d'alcool de bouche
Prescription contrôlée : Les cuves extérieures de stockage d'alcool de bouche sont placées dans une cuvette de rétention étanche entourée d'un muret évitant tout épandage d'alcool à l'extérieur. Ces cuves sont conçues et fixées au sol pour résister aux intempéries. Les cuvettes de rétention devront être équipées d'un dispositif de détection incendie relié au poste de surveillance du site.
Constats : L'inspection a constaté la présence de 2 cuves extérieures de stockage d'alcool de bouche: <ul style="list-style-type: none">• placées dans une cuvette de rétention étanche et entourées d'un muret• fixées au sol• cuvette de rétention <u>non équipée</u> d'un dispositif de détection incendie relié au poste de surveillance du site L'exploitant a indiqué avoir prévu de réaliser ces travaux au 2 nd semestre 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de transmettre une copie de la facture mentionnant la réalisation des travaux de mise en place d'un dispositif de détection automatique d'incendie relié au poste de surveillance du site sur la cuvette de rétention. L'exploitant justifiera que le dispositif installé est correctement dimensionné et est adapté pour la détection précoce d'un incendie au niveau des cuveries extérieures d'alcools.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Construction des chais

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/01/2014, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Murs
Prescription contrôlée : Les murs séparant des chais contigus dépassent d'au moins un mètre de la toiture du plus haut des chais pour empêcher tout risque de propagation d'un incendie d'un chai à l'autre. Sont notamment concernés les chais B et C et les chais E et G. Pour répondre à cette disposition, la mise en place d'acrotères entre les chais E et G devra être réalisé avant le 31 décembre 2014. Le mur de séparation des chais K et L dépasse d'au moins 1,50 mètre de la toiture pour empêcher tout risque de propagation d'un incendie d'un chai à l'autre chai... Afin d'empêcher tout effet domino entre le chai A et le chai F, soit le mur nord du chai F est rehaussé pour obtenir une toiture mono pente soit un acrotère d'au moins 1,50 m est mis en place

sur le chai F.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique à l'inspection que les murs séparant les chais contigus sont conformes à la prescription de l'APC de 2014.</p> <p><u>L'inspection constate visuellement les acrotères de séparation suivants :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> entre le chai B et C: mur de séparation de 1 mètre entre le chai E et G: mur de séparation de 1,50 mètre entre le chai K et L: mur de séparation de 1,50 mètre entre le chai A et F non contigus: acrotère de 1,50 mètre au niveau du chai F entre la cuverie extérieure et le chai F: acrotère de 1 mètre
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Suivi des équipements importants pour la sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2006, article 11-9
Thème(s) : Risques accidentels, suite visite du 29/11/2022
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant détermine et met à jour sous sa responsabilité la liste des équipements, paramètres, procédures opératoires, instructions et formations des personnels, Importants Pour la Sécurité (IPS), tant en fonctionnement normal qu'en phase transitoire et en situation dégradée ou accidentelle.</p> <p>Cette liste comporte au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> les murs coupe feu (...) les extincteurs les Robinets d'Incendie Armés Les bornes incendie
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection une procédure écrite de vérification semestrielle ainsi qu'un tableau de suivi des murs coupe feu, des extincteurs, des RIA, la réserve incendie et des ouvrages de récupération et de rétention des écoulements en cas d'incendie (avaloirs, regards siphoniques, bassin de rétention).</p> <p><u>Concernant les murs coupe feu:</u></p> <p>L'inspection a constaté la réalisation de contrôles en février et en octobre 2024; l'exploitant a indiqué sur sa fiche de suivi la mention "OK RAS".</p> <p>L'inspection constate, néanmoins, qu'aucune mention relative à la réalisation de travaux de maintenance n'est faite sur la fiche de suivi.</p> <p>L'inspection constate, en outre, la présence de puits de lumière vitrés en façade des murs coupe feu des chais H et J rendant inopérant le caractère coupe feu 4h des murs sur l'intégralité de leur surface.</p>

Concernant la réserve incendie:

L'exploitant indique que la vérification consiste à observer toute dégradation de la réserve ainsi que le respect du niveau d'eau requis. 4 contrôles ont été réalisés en 2024.

L'inspection constate une réserve incendie de 1000 m³ conforme à la capacité prescrite à l'article 12.6.2 de l'AP du 26/04/2006.

Toutefois, contrairement aux prescriptions de l'AP de 2006 prévoyant la présence de moyen fixe d'aspiration d'une capacité de 360 m³/h, l'inspection a constaté la présence de 4 aires de raccordement pompiers couvrant ainsi 240 m³/h (chaque prise étant dimensionnée pour le raccordement d'un engin du SDIS à hauteur de 60 m³/h).

Concernant les RIA/PIA

L'exploitant informe l'inspection de la présence de RIA dans les chais I à L avec la répartition suivante:

- chais I et J: RIA sans mousse
- Chais K et L: RIA avec mousse

L'ensemble des RIA sont contrôlés périodiquement.

L'inspection a constaté que les chais dépourvus de RIA/PIA ont des extincteurs mobiles sur roue 50kg.

Concernant les opérations de maintenance et de vérification des ouvrages de récupération et de rétention des écoulements en cas d'incendie (avaloirs, regards siphoniques, bassin de rétention):

L'inspection a constaté la réalisation de contrôles en février et octobre 2024 n'ayant pas amené à identifier des anomalies.

L'inspection constate, néanmoins, qu'aucune mention relative à la réalisation de travaux de maintenance n'est faite sur le tableau de suivi.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Concernant les murs coupe feu:

L'inspection demande à l'exploitant:

- d'obstruer les puits de lumière vitrés en façade des chais H et J par des matériaux coupe feu 4h ou de les remplacer par des ouvrants vitrés de classe coupe feu 4h et, ce, conformément à l'article 12.3.2 de l'AP du 26/04/2006 indiquant que les murs extérieurs doivent être construits en matériaux de classe ... REI 240.
- de compléter le tableau de suivi en y indiquant la mention "type de travaux effectués avec la date de réalisation"

Concernant la réserve incendie:

L'inspection demande à l'exploitant de:

- justifier de la conformité de la capacité d'aspiration au droit de la réserve incendie de 1000 m³ en proposant notamment l'ajout de prises pompier supplémentaires pour satisfaire la possibilité d'un pompage en fixe et en simultané à hauteur de 360 m³/h.
- de compléter le tableau de suivi en y indiquant la mention "type de travaux effectués avec la date de réalisation"

Concernant les RIA/PIA:

L'inspection demande à l'exploitant de:

- justifier que le nombre d'extincteurs sur roue d'une capacité minimale de 50 kg présents dans les chais dépourvus de RIA/PIA est suffisant pour permettre d'attaquer un feu par

<p>deux directions opposés comme requis par les RIA. Une demande d'aménagement des prescriptions est sollicitée par l'exploitant.</p> <ul style="list-style-type: none"> de compléter le tableau de suivi en y indiquant la mention "type de travaux effectués avec la date de réalisation" <p><u>Concernant les opérations de maintenance et de vérification des ouvrages de récupération et de rétention des écoulements en cas d'incendie (avaloirs, regards siphoniques, bassin de rétention):</u> L'inspection demande à l'exploitant de compléter le tableau de suivi en y indiquant la mention "type de travaux effectués avec la date de réalisation"</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Vérifications des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2006, article 12.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...) Les installations électriques sont vérifiées lors de leur mise en service, ainsi qu'à l'occasion de toute modification importante, puis annuellement. (...)</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Concernant la vérification périodique des installations électriques de l'ensemble des chais:</u> L'inspection a constaté que les installations électriques de l'ensemble des chais ont été vérifiées en décembre 2024 par l'organisme bureau Véritas. L'inspection constate, sur le certificat Q18, la présence récurrente depuis 2023 de non-conformités électriques pouvant induire des risques d'incendie et d'explosion. L'exploitant conteste les observations de l'organisme vérificateur au motif que des travaux ont été réalisés éliminant ce risque. Il déclare à l'inspection, qu'au 1er semestre 2025, il va refaire passer et accompagner le bureau Véritas afin de faire lever ces anomalies.</p> <p><u>Concernant le risque ATEX:</u> Sur le certificat Q18 remis à l'inspection, il est indiqué qu'aucun plan des zones à risque et Document relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE) n'ont été donnés au bureau contrôle et, ce, conformément à l'article R.4227-53 du code du travail. L'exploitant confirme qu'il n'a pas établi de DRPCE au motif qu'il ne connaît ni les règles ni les distances permettant d'établir ce document.</p> <p><u>Concernant les constats sur place:</u> L'inspection a constaté:</p> <ul style="list-style-type: none"> la présence conforme d'interrupteurs généraux de coupure électrique devant les accès des chais ; les essais par sondage de fonctionnement ayant été concluant. la présence de prises de terre aux aires de chargement ainsi que l'affichage des consignes

demandant aux porteurs de s'y raccorder.

- la mise à la terre de l'unique rack métallique supportant les barriques du site dans le chai L.

Enfin lors du contrôle des installations électriques, plusieurs équipements / installations n'ont pas été vérifiés (dont par exemple des éclairages dans les chais car hors de portées...). L'inspection rappelle que toutes les installations électriques doivent être vérifiées a minima une fois par an. L'exploitant doit régulariser.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Concernant la vérification périodique des installations électriques de l'ensemble des chais:

L'inspection demande à l'exploitant d'envoyer une copie du rapport de vérification des installations électriques réalisés en 2025 accompagnés d'un document écrit faisant le point sur les anomalies levées et/ou encore présentes. Pour justifier de l'acceptabilité des éventuelles non-conformités résiduelles, l'exploitant transmet à l'inspection, un certificat Q18 négatif concluant à l'absence de risque.

Il est demandé à l'exploitant de réaliser un contrôle complémentaire des équipements / dispositifs non contrôlés et de s'assurer que lors des contrôles annuels à réaliser à l'avenir que l'ensemble des installations électriques sont vérifiées.

Concernant le risque ATEX:

L'inspection demande à l'exploitant d'établir le DRPCE; une copie devra nous être transmise dans un délai de 6 mois. Un audit d'adéquation de la conformité matérielle des équipements électriques et non électriques situés en zone ATEX, devra être réalisé et les mises en conformité en découlant devront être effectuées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : Rétention des écoulements en cas d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2006, article 12.4.2.2

Thème(s) : Risques accidentels, suite vi 29/11/2022

Prescription contrôlée :

(...)

En cas de débordement de la rétention les effluents sont canalisés en un lieu ou ils ne peuvent pas porter atteinte aux biens et aux intérêts des tiers. L'exploitant établi un plan d'intervention précisant les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie. Le délai d'exécution de ce plan ne peut excéder le délai de remplissage de la rétention.

(...)

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection la facture des travaux réalisés le 26/10/2023 concernant la

modification des récupérations des effluents.

L'inspection a constaté la bonne gestion des débordements de la rétention déportée vers la parcelle voisine suite à la réalisation des travaux de pose de buses d'évacuation en aval du bassin de rétention déportée vers une zone décaissée, dans la parcelle d'en face dépourvue de revêtement étanche, d'une capacité de 300 m3 selon les informations données par l'exploitant.

La gestion des débordements a été améliorée par rapport à la précédente inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18

Thème(s) : Risques accidentels, foudre

Prescription contrôlée :

Article 18:

Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection les rapports de vérification émanant de l'organisme "SAS bureau Véritas Exploitation" en date du 20/03/2023 et du 08/02/2024.

Ces derniers mentionnaient les observations suivantes:

- Chai A: mettre en place un parafoudre adapté de type I + II
- Associer un déconnecteur par fusible gG63A en amont des parafoudres des chais A et N

L'exploitant indique à l'inspection que les travaux ont été effectués la semaine 3 de l'année 2025.

Les constats sur place ont permis de vérifier la bonne réalisation des travaux.

Lors de la visite des installations, l'inspection a bien constaté que le nombre d'impacts foudre incrémentés sur les compteurs d'impact des deux paratonnerres du site est identique à celui consigné dans le rapport de la dernière vérification foudre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra transmettre à l'inspection le document attestant de la réalisation de ces travaux de mise en conformité foudre dans un délai de 15 jours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 12 : plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2014, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : Le POI est mis à jour et testé à des intervalles n'excédant pas 3 ans
Constats : L'exploitant nous informe qu'il a réalisé un exercice POI le 31/12/2024. Il nous transmet le compte rendu de cet exercice qui n'appelle pas d'observation de l'inspection. L'inspection rappelle, toutefois, que, conformément à l'article R. 181-54 du code de l'environnement, le plan d'opération interne doit être testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection rappelle à l'exploitant qu'un nouvel exercice POI devra être réalisé en 2027, si possible en présence du SDIS, et qu'à cette occasion, une mise à jour du POI sera nécessaire au regard des nouvelles données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 (cf. annexe V de l'arrêté du 26 mai 2024) ; dont notamment le point i) " <i>Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, etc.</i> ". L'inspection demande, en outre, à l'exploitant de lui transmettre dans un délai de 15 jours la nouvelle version du POI mis à jour suite à l'exercice du 31/12/2024. L'exploitant justifie également que son POI est conforme aux dispositions de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26/05/2014. Le POI mis à jour devra tenir compte des modifications de contenants d'eaux de vie dans les chais (voir point de contrôle 4) et intégrer les plans des différentes zones de stockage mis à jour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 13 : contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2006, article 11.3
Thème(s) : Risques accidentels, accès
Prescription contrôlée : mise en place d'une clôture d'une hauteur mini de 1,80 m entre la maison de la gardienne et le chai A

Constats :

L'inspection a constaté:

- la transformation de la maison de la gardienne du site en bureaux servant à l'exploitant et à ses locataires.
- la non accessibilité du site aux personnes étrangères du fait de la présence d'une clôture sur la totalité du site.

rendant ainsi obsolète le fait de mettre en place une clôture d'une hauteur mini de 1,80 m entre la maison de la gardienne et le chai A.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Événements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2014, article 10

Thème(s) : Risques accidentels, événements

Prescription contrôlée :

les cuves inox de stockage d'alcool de bouche sont équipées d'événements correctement dimensionnés ou de dispositifs équivalents pour empêcher tout phénomène de pressurisation de cuve en cas d'incendie dans un chai.

L'exploitant tient à la disposition des installations classées les justificatifs de l'installation et du bon dimensionnement de ces événements.

Constats :

L'exploitant indique à l'inspection que les cuves inox de stockage d'alcool de bouche intérieures et extérieures disposent d'une trappe supérieure (de type trou d'homme) non fixée d'un diamètre de 40 cm afin d'éviter toute surpression et le phénomène de pressurisation de cuves.

L'inspection constate la présence d'événements non fixés ainsi que l'affichage des consignes de sécurité suivantes et, ce, sur l'ensemble des cuves: "sécurité: laisser les trappes supérieures non verrouillées conformément à l'arrêté préfectoral".

La justification de la conformité des événements de surpression (ou dispositifs équivalents de type trous d'homme) doit être étayée dans le porter à connaissance demandé au point de contrôle 4. À défaut de justifier ce point, l'exploitant étudie les phénomènes dangereux de pressurisation de cuves inox et propose les actions nécessaires pour limiter les effets dominos internes et/ou effets sortants des limites de propriété

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Émulseurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2006, article 12.6.2

Thème(s) : Risques accidentels, incendie

Prescription contrôlée :

l'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur: ... les quantités d'émulseurs nécessaires à l'extinction d'un incendie susceptible de se produire sur le site sont définis par l'exploitant en accord avec les services d'incendie et de secours...

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection une photo du produit utilisé à savoir "HYDROPOL 6" contenant du fluor. Ces émulseurs sont utilisés pour les seuls chais munis de RIA dopés à la mousse.

L'inspection l'informe sur la réglementation prévoyant que:

- les émulseurs contenant des PFOA, des PFCA... soient supprimés au plus tard au 04/07/2025.

L'exploitant indique connaître cette réglementation et avoir prévu au second semestre 2025 de supprimer ces émulseurs par des émulseurs non fluorés.

Pour ce faire, l'inspection l'informe sur les émulseurs sans PFAS et validés par le GESIP:

Liste émulseurs sans PFAS et validés par le GESIP (26/09/2024)

Émulseurs sans PFAS PP sur hydrocarbure		Émulseurs sans PFAS PP sur alcool
Versagard AS-100 FP Versagard 1x3 – SFFF-AR Versagard AS 100 RESPONDOL ATF C3/3 ECOPOL 3N ECOPOL 3x6 ECOPOL F3 HC FOAM MASTER 3F 33 FOAM MASTER 3F 6/6 FOAM MASTER 3F 3/3 Orchidex FFC AR 3x3 I+A Orchidex FF ARC 3x3 F-HP Orchidex Bluefoam 3x3 Orchidex FF 3% HP	Orchidée FFC 1% N-TP Orchidex Bluefoam 3X3 Orchidex FF 3% HP PROFREE F3 AR 3x3 HURACAN F3 AR-Premium PROSYNTEX 3 THUNDERSTORM WNF33A 1x3 AR-SFFF SKUM NFF 3X3 UL201 WILLIAMS T-STORM NFF 3X3 UL201 UNISERAL F3 AR 3/3 UNISERAL 3F 3/3	Versagard AS-100 FP Versagard 1x3 – SFFF-AR Versagard AS 100 BIO HYDROPOL 3 BIO HYDROPOL 6 ECOPOL PROFREE F3 AR 1X3 PROFREE F3 AR 3x3 SKUM NFF 3X3 UL201 WILLIAMS T-STORM NFF 3X3 UL201

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre la facture attestant du changement de ses émulseurs fluorés par des émulseurs sans PFAS sans excéder l'échéance réglementaire de début juillet 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 16 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2006, article 12.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, prévention risque incendie
Prescription contrôlée : Les locaux à risque d'incendie doivent être équipés en partie haute, d'éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées.
Constats : Les chais sont dotés d'un dispositif de désenfumage conforme à l'arrêté préfectoral et contrôlé en décembre 2024. <u>Les non-conformités suivantes apparaissent dans le rapport:</u> <ul style="list-style-type: none">• Prévoir 4 cartouches de remplacement pour le chai K (cartouche + 10 ans)• Prévoir 3 cartouches de remplacement pour le chai L (cartouche + 10 ans) L'exploitant indique à l'inspection qu'il a prévu de les changer au 2nd semestre 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de transmettre la facture mentionnant le remplacement de ces cartouches de déclenchement du désenfumage pour les chais K et L.➤
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 17 : Récupération/extinction/rétention des alcools de bouche

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/01/2014, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Effluents
Prescription contrôlée : Les effluents canalisés sont dirigés à l'extérieur des bâtiments de stockage d'alcool vers une fosse permettant l'extinction des effluents enflammés puis vers une rétention déportée, à l'exception du chai F et d'une cellule A0 du chai A qui ont une rétention interne au moins égale à 50% de leur capacité maximale de stockage.
Constats : L'inspection a constaté la conformité des équipements de récupération / extinction / rétention concernant notamment la canalisation des effluents. Les chais A0 et F sont bien en rétention interne avec présence de murets d'une hauteur donnée au niveau des accès principaux. Aussi, la fosse d'extinction a bien été constatée avec une hauteur d'eau suffisante. Par sondage, des siphons coupe-feu ont été inspectés. La garde hydraulique de ces derniers était suffisante.

Enfin, l'inspection a constaté la présence d'une rétention déportée connectée à l'ensemble des aires de dépotage et des chais / cuveries (qui ne sont pas en rétention interne). La capacité de cette rétention était affichée à 600 m³.

De plus, il a été relevé que la gestion des débordements se faisait gravitairement pour limiter la mise en charge des réseaux.

Type de suites proposées : Sans suite